

NOS SERVICES

Intelligence de l'entreprise

- Diagnostic de mise à niveau
- Observatoire des marchés
- Conseiller économique de l'entreprise
- Etudes de marché et Analyse des besoins
- Recrutement de qualité
- Formation interne en entreprise

Visibilité de l'entreprise

- Marketing opérationnel
- Création, rédaction et réalisation de supports de communication
- Relations Presse

Accompagnement de l'entreprise

- Gestion de Projet et Aide à la Décision
- Développement des relations d'affaires
- Préparation et suivi des dossiers et mise en contact auprès des autorités publiques
- Préparation et suivi des dossiers (étude de faisabilité, Business Plan) et négociation auprès des banquiers

Environnement de l'entreprise

- Evaluation sectorielle
- Etudes d'impact des politiques gouvernementales sur l'entreprise
- Etudes économiques de conjoncture
- Baromètre économique

Commentaires sur le Budget 2005-2006

Inapproprié

Le Budget 2005-2006 est politiquement opportun, mais économiquement inapproprié. A quelques mois des élections générales, personne n'est dupe des arrières-pensées politiciennes de ce Budget mais, au-delà de la politique, il y a la vérité des faits et des chiffres. L'ambition de transformer l'île Maurice en une *Duty Free Island* est louable en soi, mais aucun gouvernement n'y arrivera jamais sans une approche cohérente et intégrée. Tout au plus aura-t-on une variété de produits étrangers sur le marché local. Et encore faut-il que le pays ait les moyens de ses ambitions, ce qui est loin d'être le cas.

Dubaï et Singapour ont pu devenir un paradis hors-taxes, le premier grâce à l'argent du pétrole, et le second grâce à la stabilité de sa monnaie et à la force de ses institutions contre la corruption. L'île Maurice ne possède ni de gisements de pétrole ni de gisements d'or et, par-dessus le marché, elle a une monnaie qui ne fait que se déprécier. Même exemptés de droits de douane, les produits importés à Maurice ne seront pas internationalement compétitifs parce que notre Taxe à la valeur ajoutée, à 15%, est trop élevée. A Dubaï comme à Singapour, la taxe sur la consommation est faible. En outre, ces deux pays peuvent jouer sur le volume : 8,3 millions de touristes ont visité Singapour l'année dernière alors qu'à Maurice, on a des états d'âme sur le "seuil de saturation" des touristes.

Une *Duty Free Island* n'est faisable que si l'on libéralise l'accès aérien comme il le faut. Or le Budget 2005-2006 ne contient aucune mesure dans ce sens, ce qui est contradictoire. Autre politique contradictoire : le gouvernement introduit un *Jewellery Loan Scheme*, mais abolit les droits de douane sur les produits de bijouterie. A ce titre, il serait moins coûteux de faire de l'importation que de s'engager dans la manufacture.

Justement, l'enlèvement brutal des droits de douane sur des produits dits sensibles risque de tuer l'industrie locale. Pour sûr, la réduction des droits de douane s'insère dans un processus normal de libéralisation du commerce extérieur, et ce, dans le cadre de nos engagements vis-à-vis de l'Organisation

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

mondiale du commerce. Une libéralisation soutenue mais graduelle serait susceptible de donner le temps nécessaire à l'industrie locale d'aiguiser sa compétitivité, notamment face aux produits sud-africains. L'*Association of Mauritian Manufacturers* demandait même un moratoire sur la création, prévue pour 2008, d'une zone de libre échange au sein de la SADC dont sont membres Maurice et l'Afrique du Sud. Mais c'est le pire que l'industrie locale a obtenu du Budget : une libéralisation accélérée des échanges commerciaux.

Alors que la zone franche perd des emplois, il faut compter sur l'industrie locale pour créer des emplois. Maintenant si celle-ci commence aussi à licencier, ce ne sont pas les chômeurs, en nombre croissant, qui iront acheter les produits détaxés. Sauf que l'Etat va agir lui-même comme clientèle en créant des emplois dans des secteurs publics.

L'idée d'une *Duty Free Island* suppose que la demande soit là. Mais la demande ne s'accroît que si d'abord la production s'accroît. La grande faiblesse de ce Budget 2005-2006 est qu'il accorde peu de considération à la production, seule génératrice d'emplois et, donc, de pouvoir d'achat.

Il n'est pas exact de dire que l'abolition des droits de douane sur de nombreux articles incitera à la consommation. Pour être précis, elle encouragera l'importation au risque d'alourdir le déficit commercial, puisque l'exportation recule en termes réels actuellement. Les pressions sur la roupie s'accroîtront, ce qui amènera la Banque de Maurice à puiser dans les réserves. Déjà, le ministre des Finances a indiqué que nos réserves internationales nettes représenteront 8 mois d'importations pour l'année 2004-2005, alors qu'elles valaient 9 mois d'importations l'année dernière.

On ne peut pas créer une *Duty Free Island* sans assainir les finances publiques. La dette publique, qui atteindra Rs 105 milliards au 30 juin prochain, reste insoutenable. Dans ce Budget, il n'y a aucune rationalisation des dépenses publiques qui, au contraire, augmenteront par Rs 2,6 milliards en 2005-2006. La première phase du projet *Duty Free Island* coûtera à l'Etat Rs 1,4 milliard en droits de douane. Quand on sait que la TVA est calculée sur les droits de douane, on ne sait pas trop comment l'Etat arrivera à contenir le déficit budgétaire à 4,8% du PIB en 2005-2006. Le gouvernement avait promis 3%, puis 4%. A quoi bon faire des projections macroéconomiques si l'on ne les respecte pas ?

Eric Ng Ping Cheun

Economiste et Directeur de *PluriConseil Ltd*

(www.pluriconseil.com)